



Section Belgique – **Arabie saoudite**/Bahreïn/Koweït/Yémen



6 au 8 mai 2018

Visite d'une délégation parlementaire en Arabie saoudite

Membres de la délégation parlementaire :

- M. Alain Destexhe (Sénateur MR)
- M. Peter De Roover (membre de la Chambre des représentants et Président du groupe N-VA)
- Mme Sabien Lahaye-Battheu (membre de la Chambre des représentants Open VLD)

Dans le cadre de l'Union Interparlementaire, une délégation de trois parlementaires belges s'est rendue en Arabie saoudite à l'invitation de la Shura, le Parlement consultatif saoudien, du 6 au 8 mai 2018.

Ils ont eu des entretiens avec des membres de la Shura, des services de sécurité d'Arabie saoudite, le Vice-Ministre des affaires économiques responsable de l'agenda 2030, ainsi que des Belges résidant en Arabie saoudite.

Ils ont visité un centre de déradicalisation pour terroristes, un centre de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme, le *King Abdulaziz Center for National Dialogue* et la *Princess Noura University*, la plus grande université pour femmes au monde, qui compte 47.000 étudiantes.

Au cours de leurs entretiens, les parlementaires ont particulièrement insisté sur les droits de l'homme et en particulier les droits de la femme, sur la condition de la femme en Arabie saoudite, sur la nécessité de lutter contre le terrorisme et l'extrémisme, ainsi que sur le contrôle des flux financiers de l'Arabie saoudite vers des associations religieuses et culturelles situées en Belgique.

Ces thèmes ont été longuement discutés lors de la rencontre avec des membres de la Shura, le parlement saoudien, qui peut émettre des avis ou formuler des propositions de loi au gouvernement saoudien, mais qui ne peut voter aucune loi lui-même. Le Conseil de la Shura a, cependant, plus d'influence qu'on ne peut le soupçonner à première vue. Les avis de la Shura sont régulièrement repris par les institutions gouvernementales concernées. La Shura compte 150 membres, tous nommés par le Roi. En janvier 2013, trente femmes ont été nommées au Conseil de la Choura pour la première fois.



Lors de la rencontre avec des membres de la Shura, la délégation parlementaire a également expliqué la décision récente du gouvernement belge relative à la Grande Mosquée de Bruxelles. A ce propos, la délégation a souligné l'importance de respecter la souveraineté de chacun. L'Arabie saoudite est décidée à exécuter pleinement l'accord intervenu sur la Grande Mosquée de Bruxelles. Les membres de la délégation ont également esquissé le contexte dans lequel la résolution parlementaire de juin 2017 a été adoptée et ont expliqué que cette résolution reflétait des inquiétudes justifiées au sein de l'opinion publique.

Le programme ambitieux de réformes économiques et sociales connu sous les nom de Vision 2030 servait de toile de fond à la plupart des discussions. En plus de l'aspect plus économique, Vision 2030 implique d'énormes changements sociaux. Les deux sont inextricablement liés. Après tout, une économie plus diversifiée présuppose également plus de libertés sociales (par exemple en raison de l'afflux plus important de femmes sur le marché du travail). Dans le sens inverse, par exemple, une offre de divertissement plus importante stimule également une croissance économique plus diversifiée.

Avec l'agenda de Vision 2030 du Prince héritier Mohammed Bin Salman Al Saoud, l'Arabie saoudite est engagée dans une évolution globalement positive. Des progrès qui peuvent sembler modestes vu de la Belgique, comme le droit de conduire pour les femmes, l'ouverture de cinémas, la possibilité pour les magasins de rester ouverts pendant les heures de prière, l'encouragement pour les femmes à rejoindre le marché du travail et à occuper des fonctions supérieures, la volonté de développer le secteur des loisirs et des divertissements ainsi que l'ouverture prochaine du pays aux touristes étrangers,... constituent des évolutions significatives par rapport au passé récent.

La délégation a pu constater que la Shura comptait déjà 20% de membres femmes et que celles-ci n'hésitaient pas à participer et à s'imposer dans le débat politique. Les universités saoudiennes diplôment désormais chaque année plus de femmes que d'hommes. Malgré ces signes encourageants, la situation de la femme reste préoccupante.

La peine de mort a également été évoquée. Mais à cet égard, les Saoudiens nous ont rétorqué qu'il y avait des différences entre l'Europe d'une part et les Etats-Unis, la Chine et l'Arabie saoudite d'autre part.

L'Arabie saoudite présente incontestablement des opportunités pour les entreprises belges. Il ressort de nos discussions que ces opportunités sont peut-être sous-exploitées. Les entreprises belges doivent pouvoir bénéficier pleinement des chances offertes par l'agenda 2030.

La visite de Etidal, un centre de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme à travers l'analyse des médias sociaux et des chaînes de télévision, a impressionné la délégation. Le centre dispose de moyens humains et technologiques considérables et l'Europe devrait peut-être examiner des possibilités de coopération.

La visite du *Mohamed Bin Naif Center for Counseling and Care* (MNCC) était également intéressante et a permis à la délégation de comprendre l'approche saoudienne de la problématique de l'extrémisme et de la radicalisation. Le MNCC est une institution qui s'occupe de la déradicalisation des personnes qui ont purgé leur peine ou qui manifestent un comportement problématique. Lors de la présentation, l'accent a été mis entre autres sur les problèmes de stigmatisation par la famille et l'environnement immédiat après la libération de ces personnes. Le MNCC a développé un programme spécifique pour y faire face. Une grande partie des superviseurs du MNCC sont des religieux. Une partie importante du processus de radicalisation vise en effet à corriger les idées religieuses mal comprises.

La délégation a particulièrement insisté auprès de ses interlocuteurs pour obtenir une transparence totale en ce qui concerne les flux financiers de l'Arabie saoudite vers des associations culturelles ou religieuses situées en Belgique. Les Pays-Bas ont obtenu cette information, la Belgique doit également l'obtenir.

La délégation a également eu l'occasion de s'entretenir avec le Président Abdrabbo Mansour Hadi du Yémen. Le président a exprimé sa vive préoccupation quant à la situation humanitaire catastrophique dans son pays et l'absence de perspectives de solution politique. Il espère que l'Union Européenne prendra une initiative afin de contribuer au déblocage de l'impasse politique.

C'était la première visite d'une délégation de parlementaires belges en Arabie saoudite depuis le début de la législature en 2014.

La délégation invite la Belgique et l'Arabie saoudite ainsi que leurs Parlements respectifs à multiplier les contacts et à entretenir un dialogue permanent, y compris sur les questions où des désaccords peuvent exister.